

## Rencontre entre le Belgian Disability Forum (BDF) et les MEPs Benoît Lutgen et Pascal Arimont - Le 7 juillet 2020

- Présents :
  - Benoît Lutgen, MEP
  - Pascal Arimont, MEP
  - Sandra Boldrini, Collaboratrice parlementaire
  - Gisèle Marlière, Secrétaire générale du Belgian Disability Forum asbl (BDF)
  - Emilie De Smet, Vice-Présidente du Belgian Disability Forum asbl (BDF)
  - Véronique Duchenne, Coordinatrice du secrétariat BDF-CSNPH
  - Olivier Magritte, Secrétariat du Belgian Disability Forum asbl (BDF)
- Objectif de la rencontre : prise contact, jeter les bases d'une concertation et information sur une série de dossiers transversaux importants.
- Sur l'enjeu de la désinstitutionnalisation (article 19 Convention ONU).
  - Selon BDF, le premier principe devrait être le choix de vie : l'article 19 de la Convention ONU sur les droits des personnes handicapées a, d'ailleurs comme titre « Autonomie et Inclusion » et non « désinstitutionnalisation » contrairement au raccourci que promeuvent certains groupes de pressions internes au mouvement européen des personnes handicapées ( European Disability Forum) : la désinstitutionnalisation ne peut se concevoir que dans un cadre beaucoup plus large prévoyant la mise en place d'une offre de services large donnant la possibilité aux intéressés d'effectuer un réel choix de vie. Le BDF considère que le choix de la personne peut, éventuellement, se porter sur une offre de type institutionnelle.
- Sur l'enjeu covid - état de la question: Pour BDF,
  - les personnes handicapées, quel que soit leur âge, ont eu beaucoup de problèmes: d'accès aux urgences, de tri en arrivant aux hôpitaux, etc. Un nombre important de personnes handicapées ont été refoulées au titre même du handicap. Le handicap ne peut constituer un critère. Pourtant, dans son courrier au Conseil supérieur des personnes handicapées (CSNPH), la Ministre De Block écrit que « ...le handicap ne peut être le seul critère... », confirmant, de facto, que le handicap a bel et bien servi de critère discriminant lors de décisions d'hospitalisation).
  - pendant la crise, il y a aussi eu beaucoup de problèmes avec la SNCB qui refusait l'accès aux personnes handicapées au nom de la protection de leur personnel. Il y a des aménagements à prendre. L'enjeu de la vulnérabilité se retourne contre elles.
- Sur la dimension financière :
  - BDF note une augmentation de la pauvreté suite à la crise économique et sociale, des compensations tardives et insuffisantes, l'augmentation du coût de la vie, etc. qui frappe les personnes handicapées. Un point d'attention est donné sur les aides d'état.
- Sur tous ces enjeux, le BDF souligne que le « Handistreaming est essentiel : il faut consulter les personnes handicapées et leurs organisations

### Réponses de BLU:

- La crise sanitaire a mis en plein jour des situations que l'on connaît avec une acuité énorme. Les situations sont différentes entre les EM. Du côté français, on a aussi connu des situations de non soins et de non-assistance à personne en danger. On ne peut pas laisser cette situation telle qu'elle dans l'avenir. A fortiori quand on est dans une situation où il n'y a pas eu saturation, comme cela a été le cas en Belgique (sauf du côté de Mulhouse pour la France). Ca c'est la réalité de ce qui s'est passé. La vulnérabilité a pris des dimensions tragiques lors de cette pandémie et il ne peut y avoir de critères (liés au handicap). Il faut se pencher sur la place de chaque

personne et sa considération en période de pandémie. Cela ne fait que commencer. Cela ne va pas s'améliorer avec la « crise économique d'après covid : les personnes handicapées seront impactées au niveau de l'emploi, dans leur vie sociale, financière, etc.

- Dans le plan de relance: Les EM ont traduit les aides du plan de relance par des mesures en faveur de l'emploi, comme le chômage à temps partiel en Belgique. Il faut que cela se traduise aussi par des politiques en faveur des personnes handicapées: dans le plan de relance, dans les fonds structurels, il faut une obligation que tous les types de handicap soient pris en compte dans tous les projets financés par l'Europe. "Pas d'accessibilités, pas de moyens!". Il faut passer au stade de l'obligation pour transformer notre société et la rendre inclusive. Il faut transformer la tragédie vécue par ces personnes pendant la pandémie en portant ce message. L'enjeu de l'accessibilité doit être essentiel dans l'attribution des fonds structurels.
  - Sur l'enjeu mobilité/chemin de fers: Pour BDF, l'enjeu est majeur.
    - Une personne handicapée qui est née avec la création du Marché commun atteint maintenant l'âge de la pension et ne peut toujours pas prendre le train en autonomie. Il faut une accessibilité minimale.
    - En Belgique, les trains ne sont pas accessibles en toute autonomie vu les différences de hauteur de quais : les voitures n'arrivent que rarement à bonne hauteur par rapport au quai. Et la SNCB vient de refaire des commandes de voiture de type M7 en optant pour une nouvelle hauteur de voiture : c'est reparti pour 30 ans d'inaccessibilité. L'enjeu des chemins de fer, c'est la rapidité. Les PMR dérangent car cela prend du temps (+ situation où appels au micro stigmatisant ont été faits). Il y aurait actuellement une petite ouverture avec la SNCB qui discute avec Bombardier pour avoir une voiture par train dont la hauteur de plancher s'adapterait en fonction de la hauteur de quai de la gare prochaine...
    - Le problème et l'enjeu sont européens. Si je ne dois pas être assistée, je bouge facilement, je suis autonome, etc. Il faut que les voyageurs puissent prendre le train en toute autonomie.
    - La notion de « prénotification » est importante. Au niveau européen, le délai est de 48h à l'avance. Demande: que l'on fasse sauter ce délai de réservation car c'est une entrave à la liberté de circulation. C'est bloquant. En Belgique, c'est 12h00 et 3 heures dans certaines grandes gares. La SNCB se targue en disant: "On fait mieux que ce que fait l'Europe » (le bureau BLU va contacter le bureau de MEP Brice Hortefeux qui est rapporteur fictif sur le droit des passagers pour voir où en sont les trilogues à ce sujet -en voie de finalisation).
    - A noter: « 2021: année européenne du rail ». Il faut une volonté européenne de soutien autour de cette année charnière. Le BDF n'est pas adepte du « il n'y a qu'à ». Ce qu'il demande, c'est une directive qui obligerait les EM à entrer dans une programmation volontariste et raisonnable
- BLU rappelle que l'enjeu du plan de relance va toucher tous les secteurs et promet de mener un combat pour qu'il y ait cette obligation d'accessibilité.
- Sur le vote de la résolution sur la stratégie européenne du handicap post 2020 en session plénière de juin 2020:
  - Le BDF: salue le vote unanime. Il faut que la stratégie soit mise en œuvre à partir de 2021. Il faut voir ce que l'on va en faire et ce que l'on va y mettre. Sinon, le risque est que cela ne soit que de la cosmétique.
  - Réponses de Pascal Arimont:

- L'année dernière, on a fait le Disability act. Quels impacts cela aura dans les dix années à venir? La grande tragédie en BE, c'est qu'il n'y a pas de places pour une stratégie de santé. Entre les homes et les hôpitaux, il n'y a pas de coordination. Il faut un plan catastrophe pandémie avec une coordination du Ministère de l'intérieur, des provinces et des gouverneurs. On n'a pas d'administrations de santé décentralisées comme en DE. On ne doit pas fermer les hôpitaux pour les homes.
  - Dans les fonds: 1) Le *Resilient and Recovery Fund*: on donne 540 milliards d'euros aux EM et eux peuvent les dépenser pour des points stratégiques dont la santé. On pourrait créer des structures; 2) *React EU* = 55 milliards d'euro: flexibilisation complète du FSE qui aura beaucoup plus de moyens à dépenser dans les trois prochaines années. Comment va faire la BE? Il a pris contact avec la Délégation belge auprès de l'UE. BE ne sait pas encore. BE n'a pas encore fixé cette méthode. PA insiste sur le fait qu'il y a maintenant un momentum pour BDF. Le FSE est prédestiné pour financer l'aspect handicap. Personne ne sait encore qui rédigera cela en BE. Comité de concertation intra-belge? 55 milliards d'euros divisé par 27, il reste encore un paquet d'argent pour rendre une vie plus humaine. C'est de l'argent qui sera aussi investi dans des constructions, des structures pour faire avancer l'économie. Le momentum est important. C'est un moment à saisir. La semaine prochaine, le Conseil va donner son avis sur ces fonds. "N'oubliez pas cet aspect-là dans vos démarches".
- BDF pointe des difficultés pour suivre les programmations, un manque global de clarté, une concertation des associations de personnes handicapées dans les Etats membres fait défaut. Ex: En RW: c'est chapeauté par l'AVICQ. L'avis des associations n'est pas demandé. BDF va interpeller par envoi de courrier à la Première Ministre et aux Ministres-présidents des Régions au plus vite.
  - PA leur suggère de faire cela avec la presse. Du lobbying positif. Si on veut arriver à un résultat, il faut faire pression.
  - Sur le Disability Act, réponse de BDF: C'est un premier bon pas. La Belgique n'a pas encore décidé qui aurait le « lead » (SPF économie ou SPF Affaires sociales ?). C'est un marché économique qui s'ouvre. Ce sont des domaines fort particuliers et l'Accessibility act ne va pas assez loin: une gare ne doit pas être accessible mais les automates à billets doivent l'être. Beaucoup de services disparaissent pour laisser place à des applications. L'économie va trop vite. Avant, une personne aveugle pouvait identifier les touches sur un terminal de paiement par carte mais plus maintenant : tout est digital. C'est une marche arrière en matière d'accessibilité. Dans les recommandations pays par pays, rien n'est repris dans les recommandations de la COM. Au niveau de la lutte contre la pauvreté, la Belgique devait faire disparaître la pauvreté. Au lieu de cela, on est passé de 350.000 personnes sous le seuil de pauvreté à 450.000 en 10 ans..
  - Sur la Carte Européenne du Handicap, le BDF rappelle que ce sont les personnes handicapées de BE qui ont demandé cela. Le BDF a été reçu, à l'époque, par Marianne Thyssen qui a immédiatement compris l'intérêt de la démarche. Elle a mis en place un appel à projets. 8 pays se sont portés candidats dont BE. Cette carte n'apporte pas de reconnaissances de droits sociaux, ne permet pas la gratuité des transports, (ce qu'aurait voulu EDF). Elle permet à son titulaire de faire savoir qu'il est handicapé et a droit à certains services. Cette carte est un grand succès en Belgique. D'autres EM se rendent

compte que c'est intéressant. Il faudrait convaincre via un nouvel appel à projets.

- BLU propose : 1) En commission TRAN, d'interpeller la commissaire TRAN (même si c'est plutôt la commissaire Equality en charge du dossier) ou interpeller via question écrite + sensibiliser ses collègues, notamment ceux qui siègent en commission Emploi et affaires sociales; 2) Voir dans quelle mesure relayer cette préoccupation dans les autres EM/comment mieux sensibiliser dans les 19 autres EM qui ne l'ont pas fait (pourquoi ils n'ont pas répondu à l'appel à projets, s'ils peuvent interpeller leurs gouvernements, etc.)
- Point soulevé par le BDF sur l'enjeu du Green Deal: pour une meilleure prise en compte de l'accessibilité, etc. La lutte contre la pauvreté est importante, le taux d'emploi toujours beaucoup plus faible en UE, etc. Il faudra rester attentif.

Il est convenu de maintenir les contacts entre nos bureaux notamment sur les initiatives prises de part et d'autres et de programmer 2-3 réunions maximum par an. La prochaine ayant lieu en octobre-novembre. En cas d'urgence, il est toujours possible d'en ajouter.